

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 15 février 2024

Selon les données préliminaires du **Ministère de l'Économie**, les investissements directs étrangers (IDE) perçus par le Mexique auraient totalisé 36,6 Mds USD (soit 2 % du PIB) en 2023.

Les IDE perçus par le Mexique l'année dernière auraient ainsi enregistré un nouveau record, après les 36,3 Mds USD perçus en 2022. Cette performance serait toutefois inférieure aux attentes du marché et à celles des organisations internationales. En effet, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement estimait pour 2023 un montant de 44 Mds USD, et les enquêtes menées par la Banque centrale du Mexique auprès d'économistes du secteur privé prévoient un montant équivalent à 38 Mds USD. Le réinvestissement des bénéfices aurait été le principal moteur de la croissance des IDE, représentant 74 % de l'investissement total, suivi par les prêts et les paiements effectués entre les entreprises d'un même groupe (13 %) et l'incorporation de nouveaux investisseurs étrangers ou de nouvelles entreprises au Mexique (13 %).

LE CHIFFRE A RETENIR

36,6
Mds USD

Montant des IDE perçus par le Mexique en 2023 selon les données préliminaires du Ministère de l'Économie

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) pourrait commencer à réduire son taux de référence à partir du mois de mars, un signal que le marché anticipe également. Toutefois, selon le chef économiste pour le Mexique et le Canada de Bank of America, étant donné la résistance de l'inflation, Banxico devrait attendre le S2 2024 avant de débiter son cycle de normalisation. Les conditions idéales pour réduire les taux ne seraient pas encore réunies, également en raison de l'augmentation des salaires et des niveaux d'inflation plus élevés qu'anticipés aux Etats-Unis.

Selon les rapports financiers de la compagnie nationale pétrolière Pemex, les pertes **nettes par baril de brut raffiné s'élèveraient** en moyenne à 32 USD par unité entre 2019 et 2023. Les pertes par baril de brut raffiné seraient 170 % plus élevées que celles observées au cours de la période 2013-2018, durant laquelle ces-dernières s'élevaient à 12 USD par baril. Ces pertes sont extraordinairement élevées en comparaison avec les performances d'autres compagnies pétrolières. A titre illustratif, entre 2019 et 2022, la société semi publique brésilienne Petrobras aurait réalisé un bénéfice net de 3,5 USD par baril. Début février, l'agence de notation Moody's a baissé de deux crans la note créditrice de Pemex (cf *infra*), soulignant sa capacité limitée à améliorer ses performances productives, en raison notamment de la maturité des champs pétroliers et du manque de capital à investir.

En 2023, le gouvernement n'aurait dépensé que 80 % du budget alloué à l'investissement physique, en raison d'une surestimation des recettes. L'an dernier, les dépenses en investissements physiques ont totalisé 52 Mds USD (-10 % g.a.), contre une prévision de 64 Mds USD. Cette baisse serait en partie attribuable à la faiblesse des recettes budgétaires, de sorte que le gouvernement a dû procéder à des coupes, affectant notamment les travaux emblématiques de l'administration AMLO, tel que le Train Maya, dont le budget approuvé s'élevait à 8,4 Mds USD pour 2023, contre 6 Mds USD finalement dépensés.

Finances publiques

L'agence de notation Moody's a baissé la note créditrice **de l'entreprise nationale** pétrolière Pemex de deux crans, de B1 à B3, avec perspectives négatives. L'abaissement de la note à B3 reflèterait l'hypothèse d'un changement probable dans la volonté du gouvernement à soutenir les paiements du service de la dette de l'entreprise ces prochaines années, en raison des besoins significatifs de trésorerie de Pemex et des projections de Moody's de détérioration des finances publiques mexicaines en 2024, année électorale. La nouvelle note est considérée comme hautement spéculative, un cran seulement au-dessus du risque substantiel de défaut. La perspective de notation négative reflète quant à elle les prévisions de l'agence selon lesquelles, à moins qu'une réforme structurelle de sa stratégie commerciale ne soit mise en œuvre, les indicateurs de crédit et la génération de flux de trésorerie de Pemex se détérioreraient davantage au cours des trois prochaines années, augmentant la nécessité d'un soutien financier. La dernière révision à la baisse de la notation de la

compagnie pétrolière par Moody's remonte à juillet 2022. Depuis le début du mandat présidentiel d'Andrés Manuel Lopez Obrador, la notation de l'entreprise a été rétrogradée de six crans sur l'échelle de Moody's.

Suite à cette double dégradation de la note de crédit de Pemex par Moody's, le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador, a exempté l'entreprise pétrolière du paiement de 4,1 Mds USD d'impôts (derecho de utilidad compartida). Cette exonération fiscale serait la dernière aide apportée à Pemex par l'administration actuelle, dont le sexennat s'achève en septembre prochain. Cette décision viserait notamment à soulager l'entreprise pour ces prochaines échéances de dette (11 Mds USD pour 2024). Entre 2020 et 2023, les exemptions d'impôts octroyées par le gouvernement à Pemex aurait généré plus de 26,3 Mds USD d'économies.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 15/02/2024
Bourse (IPC)	-2,49%	+8,7 %	57 248,47 points
Change MXN/USD	-0,29%	-8,40%	17,1
Change MXN/EUR	-0,81%	-7,50%	18,33
Prix du baril mexicain	6,26%	3,70%	73,00

Amérique centrale

Lakshmi Capital signe un protocole d'accord pour la construction d'un canal interocéanique binational. Le groupe indien d'investissement dans les infrastructures prévoit de construire un corridor logistique (deux voies ferrées, une autoroute et plusieurs oléoducs) entre la côte Caraïbes guatémaltèque et la côte d'El Salvador. Ce projet, opéré en concession sur 60 à 80 ans (avec des propriétaires terriens actionnaires) représenterait un investissement de 10 Mds USD (sur les 17 Mds USD que Lakshmi Capital a prévu d'investir dans le Triangle Nord, dont 2,5 Mds déjà engagés). Un consortium coréen devrait prochainement lancer les études requises.

Costa Rica

Selon une étude de la BID, la valeur des exportations de biens d'Amérique Latine et des Caraïbes, se serait contractée de 2,2 % en 2023, contre une croissance de 17 % en 2022. Cette baisse s'expliquerait par la réduction des prix des produits exportés et le

ralentissement des volumes. Le Costa Rica et le Panama auraient bien résisté avec une hausse de leurs exportations de 16 % et 4 % respectivement en 2023.

El Salvador

L'**exécutif a demandé au Congrès l'approbation de** trois prêts pour 226 M USD. Les trois prêts seraient à contracter auprès de la CAF (68 M USD pour un programme de renforcement des espaces publics et 75 M USD pour l'assainissement dans le bassin supérieur de la rivière Lempa et le port de La Libertad) ainsi que du Fonds saoudien pour le développement (83 M USD pour l'installation d'une centrale biogaz sur la rivière Acelhuate).

La BID approuve 84 M USD pour la modernisation des institutions en charge du commerce et des ports. Ce financement vise à moderniser l'infrastructure du port d'Acajutla, principale plate-forme maritime du pays, en optimisant ses processus opérationnels et en l'équipant de solutions technologiques. L'opération comprend également un soutien technique à la Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA) pour améliorer ses processus de gouvernance d'entreprise et sa stratégie institutionnelle, en plus de fournir des intrants pour une réforme portuaire.

Plus d'un million de Salvadoriens ont besoin d'aide humanitaire. En 2024, au moins 1,1 million de personnes au Salvador, dont plus de la moitié sont des femmes, auront besoin d'une assistance humanitaire, a averti le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Selon l'analyse d'OCHA, quatre facteurs sont à l'origine de ces besoins : les phénomènes météorologiques extrêmes, l'augmentation de l'insécurité alimentaire, les niveaux élevés de mobilité humaine et l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation.

Guatemala

Le Guatemala renforce ses relations avec Taïwan, malgré ses intentions de rapprochement avec la Chine. Le ministère guatémaltèque des affaires étrangères, Carlos Martínez, a déclaré qu'il entretenait d'excellentes relations avec Taïwan et qu'il reconnaissait son indépendance, comme il le fait depuis 89 ans d'amitié. La déclaration du gouvernement guatémaltèque intervient après que le ministre eut annoncé, dans une interview accordée aux médias internationaux, que la nouvelle administration souhaitait établir des liens commerciaux avec la Chine.

Le Guatemala enregistre pour 2023 **un Indice Mensuel d'Activité Economique (IMAE)** en ralentissement par rapport à 2022, avec entre autres une inflation et un prix du pétrole à la baisse, ainsi qu'une augmentation des remesas et des perceptions d'impôt. Selon le bulletin pour novembre et décembre 2023 du cercle de réflexion Fundesa, l'IMAE¹ de novembre a enregistré un taux de croissance de 3,53%, moins dynamique de 0,66 point de pourcentage que celui enregistré en novembre 2022. Dans son rapport, la Fundesa met en avant les principaux indicateurs économiques pour l'année 2023 : l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une variation annuelle de 4,18 % en décembre 2023, soit 5,06 points de moins qu'en décembre 2022 (9,24 %). De même, le prix du baril a connu une nouvelle baisse, s'établissant en moyenne à

¹ Indice de la Banque de Guatemala (Banguat) composé d'un ensemble d'indicateurs mensuels liés à la production, aux ventes, à la saisonnalité et à d'autres variables.

72,30 USD le baril, ce qui représente une diminution de 5,69 % par rapport à la valeur de décembre 2022. Concernant les hausses, les recettes en devises provenant du tourisme se sont élevées à 135,6 M USD soit une augmentation de 264,3 % par rapport à décembre 2022. A l'instar, les remesas ont augmenté de 9,8% entre 2022 et 2023, représentant environ 19,8% du PIB.

Moody's et Fitch maintiennent la note de risque pays du Guatemala à Ba1 (stable) et BB (stable) respectivement. Selon ces agences, le pays a mené une gestion budgétaire prudente, un cadre macroéconomique stable et une vulnérabilité extérieure limitée compensant l'étroitesse de l'assiette fiscale et la faiblesse des indicateurs de gouvernance. Moody's devrait mener sa mission annuelle de terrain en mai prochain. Pour mémoire, Standard & Poors note pour sa part le pays BB (stable).

Honduras

Les pertes de l'ENEE se sont montées à 38% en 2023. Les pertes de l'entreprise publique électrique sont en constante hausse, atteignant les 922 M USD à décembre 2023, malgré la mise en place du programme national de réduction des pertes (PNRP). Cet impact se traduit par 4 005,6 GW produits mais non facturés. Le directeur de l'ENEE Erick Tejada s'attend cependant à pouvoir couvrir le déficit énergétique au cours du premier semestre 2024, malgré les vagues de chaleur à venir. Entre mars et avril, quelque 233 MW seront introduits, ce qui permettra de répondre à la demande, à condition qu'il n'y ait pas de vague de chaleur extrême. L'ENEE traverse depuis plusieurs années une crise administrative et technique, ainsi qu'une confrontation avec les entrepreneurs du secteur auxquels elle achète de l'énergie, pour lesquels le pays n'attire pas les investissements étrangers en raison des problèmes énergétiques auxquels il est confronté.

La crise climatique affecte la production alimentaire au Honduras. Le Honduras perd chaque année entre 2 500 et 3 000 hectares de forêt à cause des incendies, tandis que la déforestation détruit quelque 65 000 hectares par an, selon les chiffres officiels. Les longues périodes de sécheresse et de fortes pluies affectent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des Honduriens. Les autorités locales maintiennent une alerte rouge d'urgence dans 144 des 298 municipalités du Honduras en raison de la sécheresse associée à El Niño, un phénomène qui a affecté des milliers de familles, principalement dans le Corridor sec, où la population vit de cultures de subsistance.

Nicaragua

Le régime contracte des prêts avec la Chine pour un montant de 400 M USD en vue de la construction d'un nouvel aéroport. L'Assemblée nationale a approuvé le contrat, accordé par la société chinoise CAMC Engineering, pour financer l'agrandissement et la rénovation de la piste d'atterrissage de Punta Huete, et pour construire les installations nécessaires à son fonctionnement en tant qu'aéroport international pour le fret et les passagers. La somme approuvée de 400 M USD sera complétée par 100 M USD supplémentaires provenant du propriétaire du projet (non-identifié dans le décret), le ministère des transports et des infrastructures (MTI) agissant comme « unité d'exécution ». L'aéroport de Punta Huete est situé à 52 km de la capitale, dans la municipalité de San Francisco Libre (Managua), et couvre une superficie d'environ 1482 hectares. A l'origine, lors de sa construction dans les années 1980, il devait être un

aéroport militaire destiné à l'usage exclusif des avions de chasse de fabrication soviétique, projet qui ne s'est jamais concrétisé pour une série de raisons techniques, économiques et géopolitiques.

La croissance annuelle des remesas diminue en 2023. Le montant des envois de fonds des familles vers le Nicaragua en 2023 a augmenté de 44,5 % par rapport à 2022. Cependant, ce chiffre représente un ralentissement par rapport à la hausse de 2022 sur 2021, qui était de 50,1%. A titre de comparaison, la moyenne de croissance en Amérique centrale & République dominicaine était de 9,1 % pour 2023.

Nestlé devient la sixième multinationale à quitter le Nicaragua. La multinationale suisse a annoncé dans un communiqué sa décision de fermer ses activités de production de lait au Nicaragua et de les transférer « dans d'autres usines de la société en Amérique latine », ce qui représente le deuxième coup porté à l'industrie laitière nicaraguayenne en à peine trois mois, après l'annonce, le 27 octobre dernier, de la décision de Lala S.A. de vendre ses actions et de quitter le pays. L'annonce de Nestlé fait suite à celles d'autres entreprises étrangères qui ont également décidé de mettre fin à leurs activités au Nicaragua, telles que Batca, Astro Packing, New Holland, Avena Quaker. L'entreprise guatémaltèque Tomza a également cessé ses activités.

Panama

La Zone Libre de Colon aurait enregistré 3 Mds USD d'échanges commerciaux en janvier 2024 (+36 % g.a.). Les importations totaliseraient 2 Mds USD et proviendraient principalement des Etats-Unis (56 %), et de Chine (16,3 %). Les exportations, représentant 971 M USD, sont à destination du marché intérieur panaméen (17 %) et des pays de la région, comme le Costa Rica qui capte 8 % des exportations.

La restriction limitant le nombre de navires traversant le Canal à 24 passages par jour sera prolongée au moins **jusqu'au mois d'avril 2024**. L'Autorité du Canal a déjà annoncé qu'au vu des prévisions météorologiques, les réservoirs n'atteindraient probablement pas le niveau suffisant pour espérer un retour à la normale du fonctionnement du Canal avant 2025. Les précipitations enregistrées ont été inférieures de 25 % à la moyenne habituelle dans le pays.

Selon l'Institut National des Statistiques (INEC), 1,3 Md USD auraient été investis dans le secteur de la construction en 2023 (+37 % g.a.). Les projets résidentiels concentreraient 59 % des investissements, pendant que les constructions commerciales réuniraient 41 % de l'investissement global. La Chambre panaméenne de la Construction estime que le secteur de la construction pourrait croître de nouveau de 10 % en 2024 sans atteindre son niveau record de 2017 où il avait engendré 2,1 Mds USD d'investissements.

Caraiïbes

Cuba

Le marché noir des devises connaît des bouleversements en ce début d'année 2024. Les devises étrangères flambent continuellement et creusent l'écart entre le taux

officiel et informel. Le taux de change de l'euro vient d'enregistrer un nouveau record face au peso cubain (CUP) sur le marché informel, atteignant les 300 CUP l'unité. Le dollar américain, autre devise très prisée à Cuba, connaît lui aussi une hausse de sa valeur, atteignant les 295 CUP à la vente sur le marché parallèle. Sur le marché officiel, l'euro s'échange à 125 CUP le dollar à 110 CUP. Cette tendance à la hausse, que les spécialistes attribuent à l'exode migratoire, à l'accroissement de la demande de devises et à la spéculation, devrait se poursuivre, considérant la faible disponibilité de devises proposée par la Banque centrale de Cuba.

République Dominicaine

La Banque du développement et des exportations (BANDEX) de la République **Dominicaine a annoncé le lancement d'un nouveau financement de 23,8 M EUR** afin de soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises. L'objectif de ce crédit est de soutenir la compétitivité des PME nationales en facilitant leur accès au capital, le développement de nouveaux produits et services tout en atténuant leur empreinte environnementale. BANDEX a établi des partenariats stratégiques avec plusieurs institutions financières telles que Banfondesa, Banco Adopem, Banco Ademi pour distribuer ces fonds qui devraient avoir un impact significatif sur la croissance des PME et sur le développement économique national.

Haïti

Selon le Centre des Exportations et des Investissements dominicain, en janvier 2024, les exportations dominicaines vers Haïti auraient chuté de 20 % g.a., à 68 M USD (contre 85 M USD en janvier 2023). Sur l'année 2023, les exportations dominicaines à destination de Haïti auraient totalisé 857 M USD, contre 1 Md USD en 2022, soit une baisse de 17,5 %, soulignant la fragilité de la situation économique d'Haïti et les défis domestiques auxquels le pays est confronté.

Trinité-et-Tobago

Selon une étude menée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la congestion routière pèserait sur le PIB de Trinité-et-Tobago à hauteur de 1,4 % par an. L'étude a estimé que les travailleurs perdraient chacun, en moyenne, 800 heures de travail par an à cause des embouteillages. Différents experts en ingénierie et en planification des transports routiers alertent depuis des années sur la mauvaise planification et la déficiente utilisation des terrains notamment face à la croissance continue dans l'utilisation des véhicules privés par rapport au lent développement de l'infrastructure routière (le pays comptait en 2017, 67 véhicules pour 100 habitants, l'un des taux de motorisation les plus élevés du monde)..

Jamaïque

La Banque interaméricaine de développement (BID) participera au financement du **programme d'investissement de distribution d'électricité pour 2024 à hauteur de 100 M USD**. Ce financement permettrait à la Compagnie jamaïcaine de service public (JPS) de moderniser et d'élargir l'accès à l'électricité dans le pays. Le CBIC Caraïbéen cofinancera ce projet à hauteur de 50 M USD.

Selon la Banque centrale de Jamaïque (BOJ), 23 % des Jamaïcains ne seraient pas inclus dans le système financier formel. Les conclusions du rapport national sur l'inclusion financière de la BOJ indiquent que ces individus sont principalement issus des classes populaires et des zones rurales, utilisant de l'argent liquide pour toutes leurs transactions et ne disposant d'aucun compte auprès des institutions financières de l'île.

Le National Housing Trust (NHT), banque de soutien à l'achat et à la construction de logement du gouvernement, évalue ses actifs à 42 M USD. La valeur des biens déclarés du NHT est en augmentation constante, l'année dernière, les terrains possédés étaient chiffrés à 41 M USD. Le total des actifs a augmenté de 121,2 M USD, soit 6 % depuis 2021 pour atteindre 2,22 Mds USD.

Bahamas

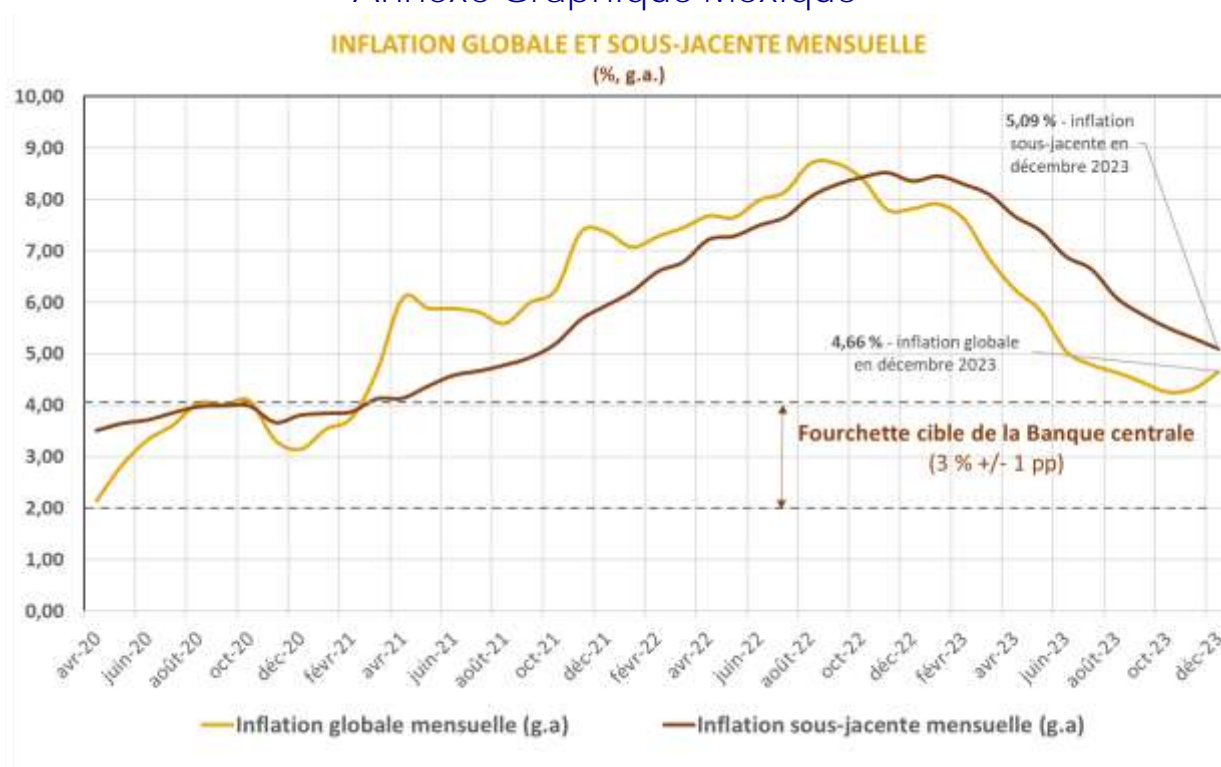
Selon le FMI, le PIB réel aurait enregistré une croissance de 4,3 % en 2023 et le taux de chômage serait passé en dessous des 9 %. En outre, le déficit public aurait baissé, à 6,2 % du PIB, contre 8,2 % en 2022, grâce à la reprise du tourisme. Si les prévisions pour 2024 sont optimistes, le pays demeure vulnérable aux chocs extérieurs et aux catastrophes climatiques pouvant affecter le secteur du tourisme. Le FMI recommande le développement des énergies renouvelables, du système éducatif et des infrastructures tout en veillant à l'instauration du taux d'imposition minimal des entreprises défendu par l'OCDE, la rationalisation des exemptions d'impôt et le renforcement de la transparence budgétaire pour améliorer la résilience de son économie.

Selon le FMI, les Bahamas devraient préserver 1,4 % de leur PIB, soit 157 M USD chaque année pour créer un fonds visant à faire face aux possibles conséquences du changement climatique. Le FMI alerte sur le risque élevé d'événements climatiques majeurs sur les prochaines années nécessitant des fonds conséquents pour faciliter la reconstruction du pays.

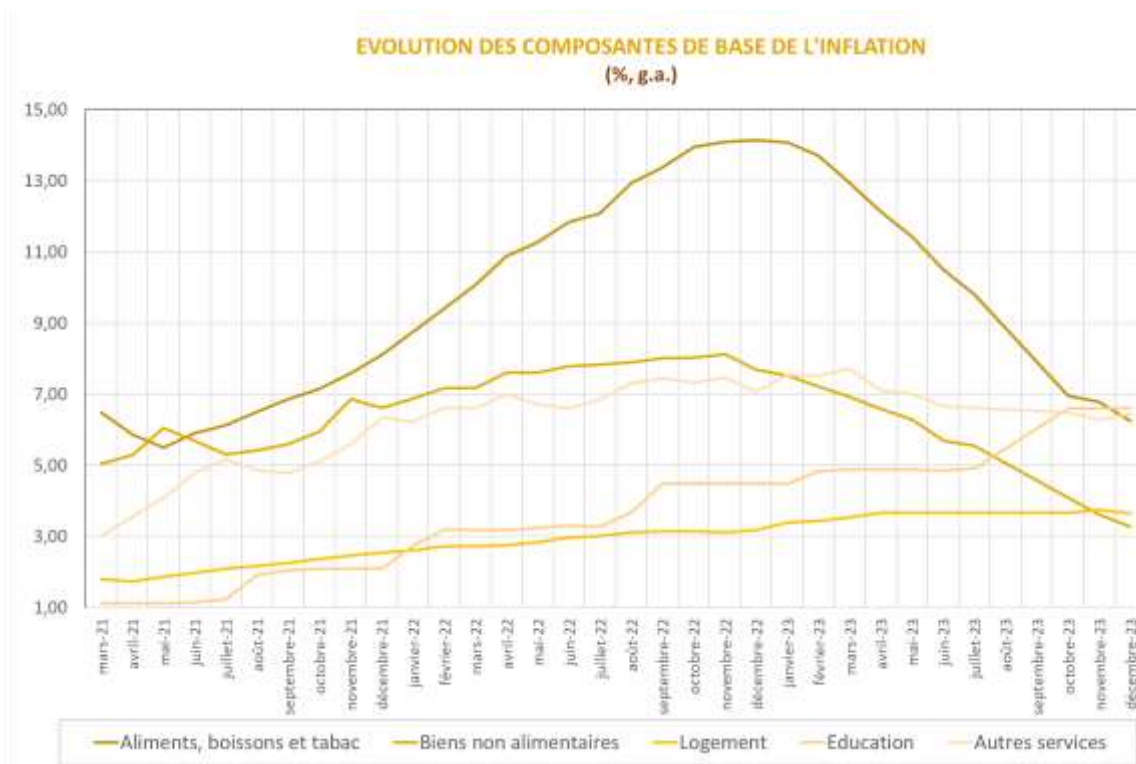
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

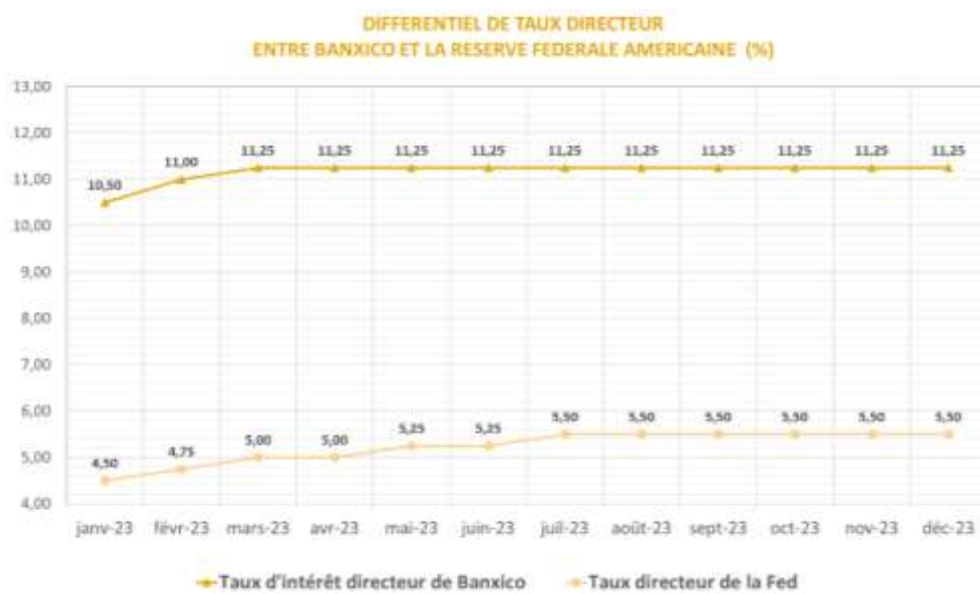
-Annexe Graphique Mexique -



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



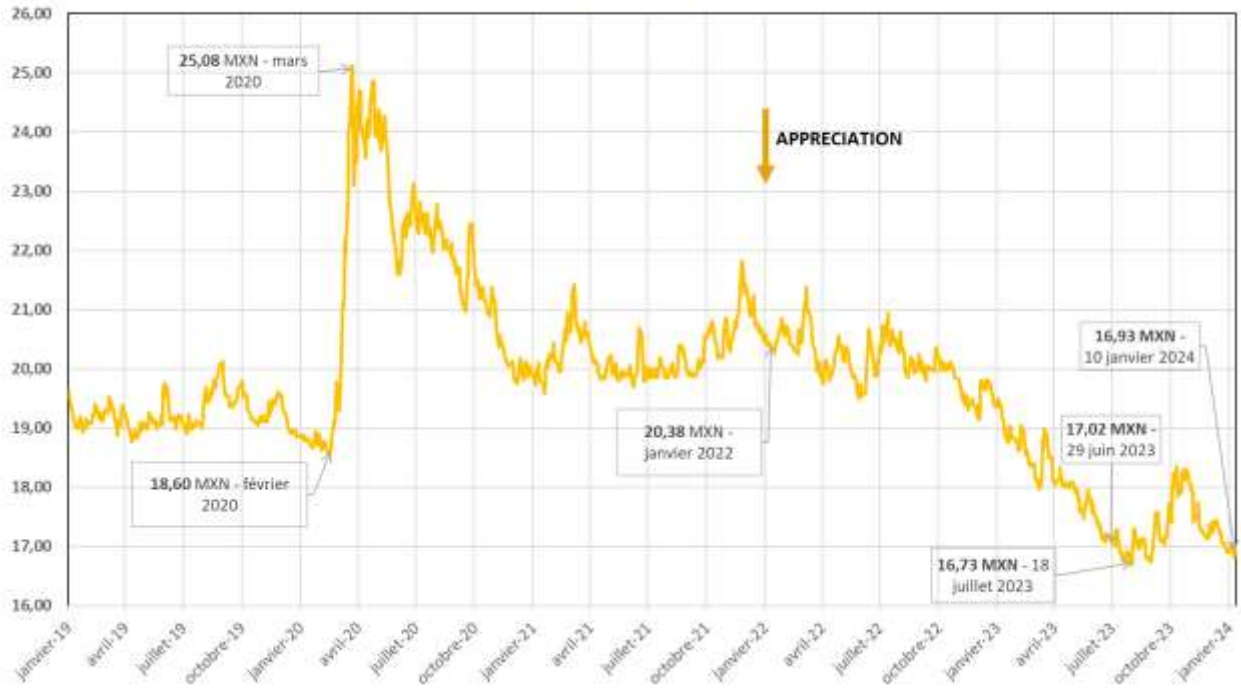
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

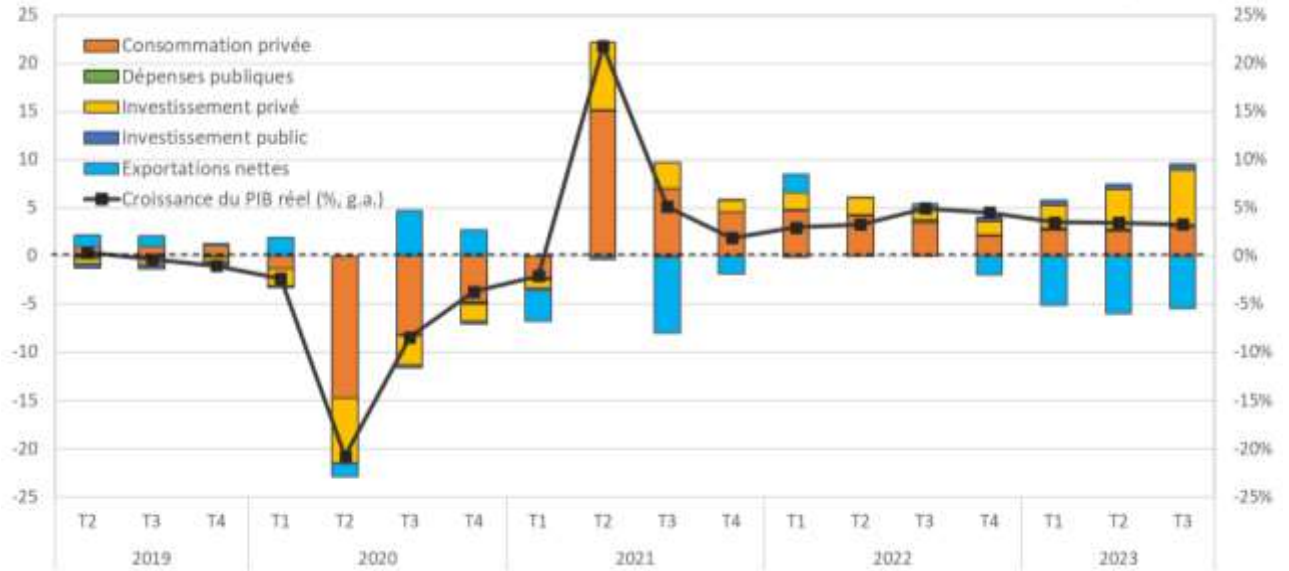
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

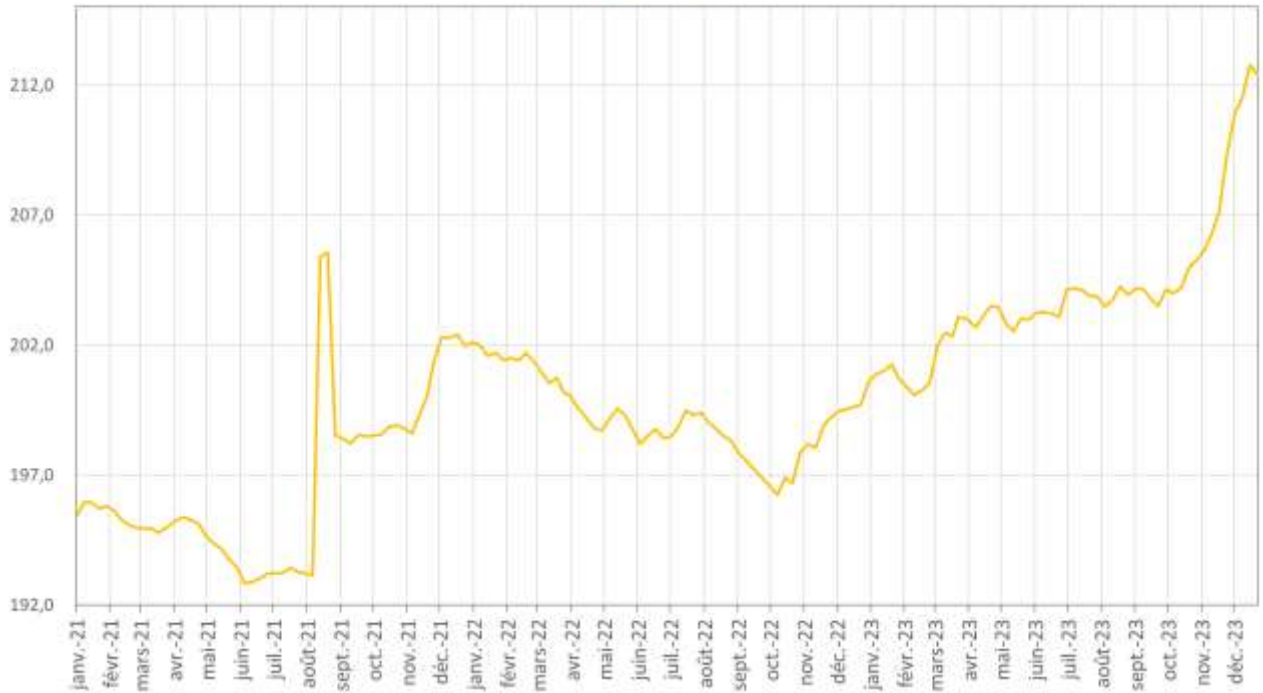
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr